

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Relance économique : les propositions du Cireged

GMNN
Libreville/Gabon

LE Centre international de recherche en économie et gestion pour le développement (Cireged) estime que le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) peut saisir l'occasion actuelle "pour revisiter le modèle de développement du Gabon actuellement tourné vers l'extérieur" en faveur d'une nouvelle vision " tournée vers l'intérieur ", susceptible de garantir de manière pérenne la prospérité économique et le bien-être de nos populations.

Ladite plateforme vient de publier une tribune libre sur un support de 7 pages. Plusieurs pistes y sont présentées comme solutions en faveur d'une économie gabonaise forte. Parmi ses propositions, le Cireged suggère que la loi de finances 2024, dont l'élaboration est imminente,

constitue un tournant dans la gestion des finances publiques du Gabon avec un plan d'économies budgétaires substantielles.

En effet, l'examen des montants affectés à divers postes du budget dans la loi de finances 2023, notamment la présidence de la République, les dépenses transversales, les dotations pour dépenses d'utilité, les dépenses à caractère politique, les dotations pour fonds d'initiatives départementales, les subventions aux hydrocarbures, les dépenses fiscales inclinent à soutenir que des poches d'économies budgétaires sont possibles, même au titre du dernier trimestre de l'exercice budgétaire 2023.

Si l'on considère les économies dégagées grâce à la réduction substantielle de la taille du gouvernement de la Transition par rapport aux équipes gouvernementales précédentes, une estimation non exhaustive des économies budgétaires potentielles pour la loi de finances

2024 suggère un niveau de 20 % au moins. Sur la base du budget de l'année 2023, cela correspond à un montant d'environ 700 milliards de CFA.

Ces ressources pourraient être affectées prioritairement à la lutte contre la pauvreté et la hausse de la vulnérabilité des ménages, dans un contexte de vie chère ; à la résolution des difficultés d'approvisionnement des Gabonais en eau potable et en électricité pour les ménages et les entreprises. Ou encore au financement des infrastructures, notamment les routes et d'un programme de formation et d'employabilité en faveur des jeunes.

La nouvelle gestion des finances publiques implique également des actions en faveur de l'accroissement des recettes fiscales. Cela passe notamment par le renforcement de la transparence et la gouvernance, l'efficacité accrue de l'administration fiscale, l'augmentation des recettes par l'élargissement de l'assiette fiscale.



Photo : Jaceelyn ABILA / L'Union

Le siège du ministère de l'Économie.

Atelier de la stratégie sur les statistiques : un document de référence pour 2023-2025



Photo : J.M.J.M

Les participants d'accord pour une meilleure prise en compte des statistiques.

Jean MADOUA
Libreville/Gabon

C'EST sur une note de satisfaction que se sont séparés les participants à l'atelier sur la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS-II), dont le coût de la mise en œuvre est évalué à la somme de 50 258 600 000 de nos francs. À l'issue de quatre jours de travaux, les participants ont formulé les recommandations qui visent, entre autres, un bon système de statistique nationale ; la création des conditions d'attractivité pour le métier de statisticien en mettant en place des mécanismes de sensibilisation ; la mise en œuvre de la stratégie afin que les départements sectoriels puissent bénéficier de l'appui technique de l'INSTAT-Gabon dans la mise en œuvre de la stratégie durant la période 2023-2025.

Les participants ont, en outre, émis le souhait de voir l'équipe technique de la direction générale de la statistique se retrouver tous les trois mois avec les structures

sectorielles pour évaluer le niveau d'avancement des activités statistiques ; et aussi que l'équipe technique fasse des plaidoyers auprès des responsables des différentes administrations sectorielles et des partenaires techniques et financiers pour l'appropriation du processus et de la mobilisation des financements.

En lieu et place du ministre de l'Économie, le conseiller technique Francis Thierry Tiwinot s'est réjoui du travail abattu, mais aussi de l'élaboration de la feuille de route qui tient compte de l'établissement du diagnostic du système statistique national, la formulation des orientations stratégiques, l'élaboration d'un plan d'action, la rédaction et la validation du document synthèse de la stratégie 2023-2025.

Quant au directeur général de la statistique, Pierre-Claver Mfoula, il n'entend ménager aucun effort pour conduire cette stratégie, en impliquant l'ensemble des partenaires afin de s'approprier ce travail et de le rendre effectif sur le terrain.

Africa Oil Week : occasion pour le Gabon d'attirer des investisseurs

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Du 10 au 13 octobre, le Gabon prend part à la Semaine africaine du pétrole (AOW) qui se tient à Cape Town, en Afrique du Sud. Ce rendez-vous annuel, qui réunit les gouvernements, les dirigeants de grandes entreprises et autres investisseurs étrangers, est une opportunité pour le Gabon de vanter son bassin sédimentaire.

Sous le thème "Maximiser les ressources naturelles de l'Afrique dans la transition énergétique mondiale", l'Africa Oil Week 2023 accueillera plus de 50 ministres et responsables gouvernementaux aux côtés des dirigeants mondiaux de l'industrie et se veut être la plaque tournante de la construction d'une Afrique durable. Durant cette grand-messe continentale, le ministre du Pé-



Photo : SNN

La délégation gabonaise devrait vanter le bassin sédimentaire de notre pays.

trole gabonais, Marcel Abéké, et sa délégation auront l'occasion de rencontrer les responsables de plusieurs sociétés pétrolières et de faire la promotion du domaine pétrolier gabonais.

L'an dernier, lors de la participation du Gabon, China National Offshore Oil Corporation (Cnooc), société pétrolière chinoise, avait manifesté son intérêt pour 6 blocs pétroliers. Les discussions ont été ouvertes à Libreville quelques jours plus

tard. Elles devraient se poursuivre et pourraient aboutir à la signature de contrats.

De plus, la conférence propose 4 jours d'informations pionnières, des panels ministériels aux perspectives stratégiques et aux sessions conçues pour stimuler les investissements en Afrique en amont. Au cœur de l'événement se trouve l'exposition où les entreprises de tout le secteur peuvent présenter leur offre.